

Fin de la campagne électorale pour le scrutin présidentiel au Burundi

PANA, 26/06/2010 Bujumbura, Burundi - Le président burundais sortant, Pierre Nkurunziza, qui va briguer un nouveau mandat de cinq ans à la tête de son pays le 28 juin prochain, a clôturé, vendredi, par la capitale Bujumbura, une campagne électorale solitaire de 15 jours. Depuis les soupçons de "fraudes électorales massives", qui ont pesé sur les municipales du 24 mai dernier et dégradé le climat politico-sécuritaire dans le pays, aucun autre candidat n'a voulu entrer dans la course pour la présidentielle de lundi prochain.

En cette fin de campagne électorale pour la présidentielle du 28 juin prochain, le Burundi vit, par ailleurs, sous la hantise du retour à la rébellion. Le leader des Forces nationales de libération (FNL, ancienne rébellion), Agathon Rwaso, est devenu injoignable au téléphone, introuvable à son domicile et au bureau, ce qui fait craindre dans l'opinion son retour éventuel au maquis. L'absence prolongée du patron des FNL fait suite à des arrestations massives dans les rangs de cette principale force politique de l'opposition pour des besoins d'enquête au sujet des violences électorales faites d'attentats à la grenade au quotidien. Deux grenades ont encore explosé à Nyakabiga, un quartier populaire du centre-ville de Bujumbura, faisant au moins trois blessés graves dans la nuit de jeudi à vendredi. On dénombre à travers le pays plus d'une soixantaine de blessés par éclats de grenade depuis le début de la campagne électorale tendue, le 12 juin dernier. Le président sortant a multiplié ces derniers jours de campagne électorale des mises en garde contre les fauteurs de troubles qui risquent jusqu'à 20 ans d'emprisonnement, sans amnistie possible. À côté des questions sécuritaires, le candidat à sa propre succession a développé un programme de gouvernement pour les prochaines cinq années en 42 points tout le long de la campagne électorale qui l'a mené aux quatre coins du pays. Ce programme porte sur des innovations à apporter dans les domaines de la justice, de la bonne gouvernance basée sur la démocratie, du développement intégral et durable, de l'agriculture et de l'élevage, du secteur minier, des transports des biens et des personnes, les nouvelles technologies de l'information et de la communication, du commerce et de l'industrie, de l'habitat décent, de la santé et de la population, de l'éducation et de la formation, de la culture, des sports et des loisirs, de la solidarité familiale, de la coopération et des relations internationales. Le mandat finissant du président Nkurunziza n'a pas non plus été de tout repos, à commencer par des dissensions internes au sein du parti présidentiel qui maintiennent en prison depuis bientôt quatre ans l'ancien homme fort du Conseil national pour la défense de la démocratie/Forces de défense de la démocratie (CNDD-FDD, parti au pouvoir), Hussein Radjabu, et d'autres anciens compagnons politiques dont des députés. Sur le plan socio-économique, les détenteurs du pouvoir sortant axent aujourd'hui encore les critiques sur les efforts timides dans la lutte contre la corruption, les malversations économiques et financières qui ont aggravé une situation de pauvreté généralisée dans un pays où on estime que près de 70 % de la population vit avec moins d'un dollar américains par jour. À l'actif du régime sortant, figure surtout la politique-phare de la gratuité des soins maternels et infantiles ainsi que celle de l'éducation pour tous les enfants en âge d'être scolarisés jusqu'à la fin du cycle primaire dans l'enseignement public. Le Burundi a également été éligible à l'initiative des pays pauvres très endettés (IPTE) sous le régime du président Nkurunziza, reconnu dans les milieux économiques à Bujumbura.